

# « Rocard, une retraite scandinave »

*Les Échos.fr - La chronique de Favilla - 20 janvier 2009*

**La manière dont Michel Rocard vient d'annoncer sa retraite politique est bien conforme au personnage.**



Dès son élection en 2004, il avait promis à son suppléant qu'il lui laisserait la place avant la fin de son mandat de député européen. Il tient parole. Et il le fait par un bref communiqué, sans tambours ni trompettes, à la manière dont procéderait un dirigeant scandinave.

La comparaison avec la Scandinavie n'est pas fortuite : l'Etat modeste, intègre, démocrate et profondément social a toujours été le modèle dont Rocard s'est inspiré. Modeste car l'Etat n'a d'autre légitimité que d'être le bras séculier de la société ; intègre car telle est la condition première de la confiance des citoyens en leurs institutions publiques ; démocrate car la délibération collective produit toujours des résultats supérieurs à ceux des régimes autoritaires ; social car il n'y a pas de société pacifiée qui laisse les plus faibles sur le bord du chemin.

Une telle conception politique est-elle réaliste s'interrogent tous les héritiers de Machiavel ? Oui, répond Rocard, faisant écho à son maître, Pierre Mendès France. Il n'y a pas de loi génétique qui imposerait aux hommes d'Etat de tricher, de cacher, de mentir, pour faire accepter par le peuple des politiques courageuses. Il faut et il suffit de « parler vrai », c'est-à-dire de prendre les citoyens pour des adultes capables de comprendre à quels sacrifices il est opportun de consentir pour l'intérêt supérieur du pays ou de la planète Terre.

Il y a quelque chose de Condorcet dans cette foi intense dans l'intelligence des citoyens, dans la conviction que la pédagogie publique peut avoir raison des corporatismes et des blocages, ce qui n'exclut pas la nécessité de recourir parfois aux luttes sociales. Si l'on examine le bilan concret de l'ancien Premier ministre, la théorie n'est pas si malmenée. La création du RMI, le remplacement des cotisations sociales assises sur les seuls salaires par une CSG à l'assiette plus large et donc plus équitable, la paix revenue entre les communautés de Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas rien ! On objectera que Mitterrand a été président pendant quatorze ans, Chirac pendant douze ans et que Rocard ne l'a jamais été. La prime à la tactique, à la ruse, à l'écart entre les promesses et les actes serait immense. Mais à ce compte-là, Jaurès qui n'a pas exercé le pouvoir un seul jour, n'aurait pas sa place dans l'histoire de France.